

# **Intégration et stabilité politique en Afrique de l'Ouest**

Par

**Dr. N'Zué Félix Fofana**

Chef de l'Unité d'Analyse des Politiques Economiques  
Commission de la CEDEAO

**MONOGRAH SERIES 10**

Published by Economic Policy Analysis Unit, Department of  
Macroeconomic Policy, ECOWAS Commission.

© Felix Fofana N’Zue, 2014

All rights reserved. Except for duly acknowledged short  
quotations, no part of this publication may be reproduced in  
any form electronic or mechanical without permission.

For enquiries, please contact:

The Director

Economic Policy Analysis Unit,

Department of Macroeconomic Policy,

ECOWAS Commission

River Plaza

Central Business District

Abuja, Nigeria

E-mail: [epau.ecowas@gmail.com](mailto:epau.ecowas@gmail.com)

**Publishing Consultants:** ABBI Books Ltd

**Website:** [abbibooks.com](http://abbibooks.com)

**Email:** [info@abbibooks.com](mailto:info@abbibooks.com)

[nikeosad@yahoo.com](mailto:nikeosad@yahoo.com)

**Tel:** +234(0) 803 405 9479

## **Résumé**

*L'objectif de la présente contribution était de permettre une meilleure compréhension du binôme intégration régionale et stabilité politique en Afrique de l'ouest. Il ressort de cette présentation que quoique la situation ne soit pas très reluisante en matière de stabilité politique, elle n'est pas non plus alarmante. On note des efforts qui sont faits pour réduire l'instabilité dans les pays. Il importe toutefois d'attirer l'attention sur la situation du Burkina Faso où on note une détérioration de l'indicateur de stabilité politique. Les résultats de l'analyse graphique indiquent un sérieux problème d'inefficacité des gouvernements à satisfaire leurs populations. Ceci est un signal à prendre au sérieux car c'est le cumul des insatisfactions qui a terme conduit à des soulèvements populaires et met à mal la stabilité politique. En outre, les résultats montrent que l'instabilité politique ne favorise pas l'intégration économique et qui plus est, lorsqu'elle atteint un niveau élevé, elle peut agir négativement sur les performances économiques des pays. Le papier identifie un ensemble de défis qui minent le développement de la région, et suggère qu'une priorisation stratégique soit faite pour identifier le défi dont le relèvement sera un élément catalyseur pour impulser ou faciliter le relèvement des autres défis et partant, le développement socioéconomique de la région.*

## **1. Introduction**

Dans son rapport sur le développement de 2011 (World Bank, 2011), la Banque Mondiale attirait l'attention du monde sur l'importance de la stabilité politique dans le processus de développement des pays, qu'ils soient grands ou petits, riches ou pauvres. Ce rapport établit une corrélation positive entre gouvernance y compris la stabilité politique des pays et leur performance économique. Il ressort de ce rapport que les pays qui font des progrès économiques sont des pays où les violences sont réduites au strict minimum pour ne pas dire inexistant. Quand les violences existent dans ces pays, elles ne mettent pas à mal leurs fondements structurels et institutionnels. Par contre, les pays qui sont le théâtre de violence et autres conflits récurrents et mal maîtrisés ont des difficultés à se hisser sur le sentier du développement. Paul Collier (2007) qualifie ces pays de milliard des profondeurs.

Pour ce qui concerne l'intégration régionale, une définition qui reflète l'accord de partenariat de Cotonou, stipule que c'est un processus qui consiste à surmonter, d'un commun accord, les obstacles politiques, physiques, économiques et sociaux qui séparent les pays de leurs voisins, et à collaborer dans la gestion de ressources partagées et de biens communs régionaux (COM, 2008).

Ainsi l'intégration régionale peut paraître comme une voie de sortie de la pauvreté et du sous-développement de pays qui, pris individuellement, ne saurait prospérer. En effet, de par leur taille, de par la nature et le type de ressources naturelles dont ils disposent, de par la qualité de leur capital humain etc., ces pays sont limités structurellement.

Ainsi, l'intégration régionale offre une aubaine de développement en permettant aux différents membres de la communauté intégrée de bénéficier d'un **marché élargi** travers une politique commerciale commune synonyme de suppression des barrières tarifaires ou non qui constituent des facteurs bloquant de la fluidité du commerce; d'un capital humain avec plus de compétences et donc plus compatible aux besoins du marché communautaire et cela en raison de la mise en œuvre d'une politique régionale d'harmonisation des diplômes et autres certificats sans oublier la mise en œuvre effective d'une politique régionale de mobilité de la main d'œuvre et une harmonisation des institutions du marché du travail, concomitamment à la mise en œuvre effective du protocole sur la libre circulation des personnes et des biens.

L'intégration régionale, tout en développant la coopération entre pays voisins, permet de relever les défis de dimension transnationale, tels que la sécurité

alimentaire, les ressources naturelles, la biodiversité, le changement climatique et la lutte contre les maladies et les parasites.

Une autre facette de l'Intégration régionale est celle favorise la stabilité politique, une condition indispensable du développement économique. Les organisations régionales jouent un rôle croissant et pertinent dans la prévention des conflits dans et entre les pays et la promotion des droits de l'homme. L'intégration régionale contribue ainsi à instaurer la confiance, à améliorer la compréhension entre les pays et à renforcer l'interdépendance.

Dans le traité révisé de la CEDEAO, les Chefs d'Etat et de Gouvernement de la région ont réaffirmé à travers une vision prospective dite vision 2020, le schéma directeur de la nouvelle Commission de la CEDEAO. Cette vision stipule que : « La CEDEAO ambitionne de transformer la région ouest-africaine en une région sans frontière où les citoyens peuvent créer et profiter d'opportunités d'affaires pour une production durable en y exploitant les énormes ressources disponibles ». Les objectifs qui découlent de cette vision sont de:

- i. Faire passer la CEDEAO d'une « CEDEAO des États » à une « CEDEAO des Peuples » dans laquelle les populations seront associées au processus d'intégration régionale de manière à

- s'en approprier et seront au centre des préoccupations des politiques régionales tout en étant les ultimes bénéficiaires;
- ii. Créer un espace dans lequel les populations vivent dans la dignité et la paix, dans un cadre d'État de droit et de bonne gouvernance;
  - iii. Faire de la région ouest-africaine, une région sans frontières;
  - iv. Créer une région bien intégrée dans le village planétaire tirant le meilleur parti de la globalisation.

Cette nouvelle vision met au centre de l'action de la Commission la paix caractérisée par la stabilité politique et une intégration réussie qui sera traduite dans le passage d'une CEDEAO des Etats à une CEDEAO des peuples et ce pour le bien-être des populations de la région. Le Binôme stabilité politique – intégration régionale se retrouve donc au cœur de la vision prospective de la CEDEAO. Quelle lecture faisons-nous aujourd'hui de ce binôme stabilité politique et intégration régionale? Quel impact la stabilité politique des Etats membre a sur la vision d'intégration régionale? Quelles actions ou stratégies mettre en œuvre pour une meilleure promotion de la stabilité politique afin de tirer un meilleur profit de l'intégration régionale?

Ce sont là quelques questions auxquelles la présente contribution essaye de répondre. Le reste du document

est structuré comme suit: La section suivante (II) présentera quelques faits stylisés pour mieux décrire l'état de la stabilité politique dans notre région et les efforts d'intégration régionale. La section III donnera une brève description des récents conflits dans la zone CEDEAO quand la section IV mettra en exergue les interventions et les efforts qui sont faits pour ramener la stabilité politique. Les sections V et VI analyseront successivement les impacts des conflits et violences sur les efforts d'intégration, les défis et les perspectives de développement de la région. La section VII conclut le document.

## **2. Faits stylisés**

L'observation de l'actualité politique de la région et l'analyse des données relatives à la gouvernance présentent un tableau mitigé. Avant d'élaborer davantage sur ce tableau mitigé, il importe de situer notre compréhension de la gouvernance en nous référant à la littérature en la matière. La littérature offre plusieurs définitions de ce qu'est la gouvernance (voir Kaufmann et al 2004, World Bank 2007 et UNDP 2007). Ces définitions ne diffèrent pas fondamentalement les unes des autres. Nous retiendrons donc celle du PNUD qui définit la gouvernance comme « un système des institutions, des politiques et des valeurs par lequel une communauté gère ses affaires politiques, économiques et sociales à travers des interactions entre les acteurs que



sont l'Etat, la Société civile et le secteur privé. C'est donc la façon dont la communauté s'organise pour prendre et mettre en œuvre des décisions dans un cadre de compréhension mutuelle et d'entente dans l'action ».

Il faut noter qu'en matière de gouvernance telle que définit ci-dessus, un ensemble d'indicateurs ont été développés. Il s'agit de l'indicateur de la stabilité politique, l'indicateur de l'efficacité de l'action gouvernementale, l'indicateur de contrôle de la corruption, l'indicateur de l'état de droit, l'indicateur de la qualité du cadre réglementaire et l'indicateur de la responsabilité (voir UN 2007 et Kaufmann *et. al.*, 2009 pour plus de détails sur ces indicateurs). Dans le cadre de cette contribution nous allons nous appesantir sur deux des six indicateurs présentés ci-dessus à savoir la stabilité politique et l'efficacité de l'action gouvernementale. Il faut souligner que ces indicateurs sont mesurés sur une échelle de -2.5 et 2.5. Ainsi donc des valeurs proches de 2.5 sont une indication de l'amélioration ou de l'existence d'une bonne gouvernance tandis que des valeurs proches de -2.5 indiquent une détérioration de la gouvernance. Pour mieux appréhender la gouvernance à la lumière des deux indicateurs retenus, nous avons pris la liberté de diviser la région d'abord en zone linguistique à savoir: anglophone, francophone et lusophone. A l'intérieur de la zone francophone nous avons fait une division en termes de pays côtiers et de pays de l'hinterland. En

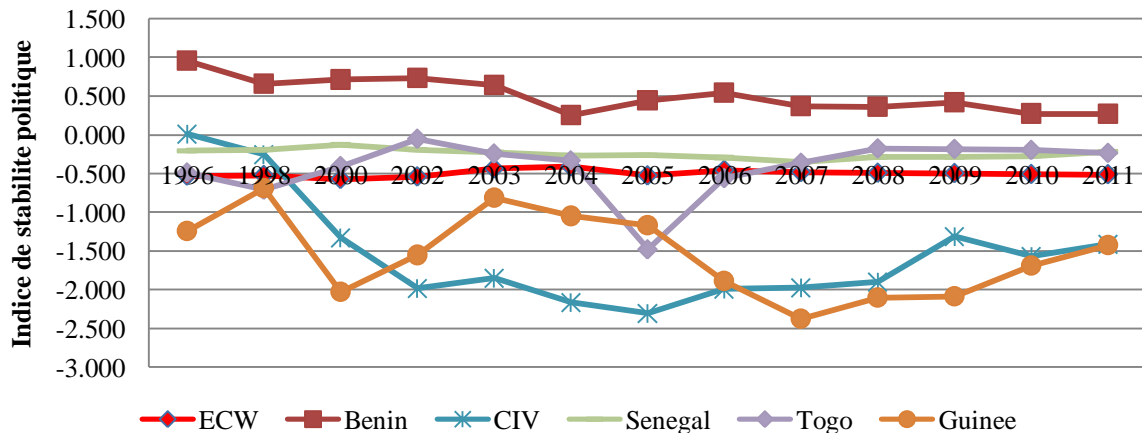
effet, sur les huit pays de l'espace francophone trois sont de l'hinterland. Il s'agit du Burkina Faso, du Mali et du Niger. La raison essentielle qui a milité en faveur de cette division de la région en zone relève de ce que les réalités socioéconomiques varient d'une zone à une autre. Ainsi, il est clair que les pays de l'hinterland n'ont pas les mêmes réalités que les pays côtiers. De même, les pays anglophones ont une « culture coloniale » différente de celle des pays francophones et lusophones, et cela joue dans leur appréciation des problèmes socioéconomiques auxquels ils sont confrontés et les actions qu'ils prennent pour y faire face (voir N'Zué, 2011).

En utilisant les données pays sur les indicateurs de gouvernance retenus, nous avons calculé une valeur moyenne pour la CEDEAO afin de permettre une meilleure appréciation de chaque pays par rapport à cette moyenne. Intéressons-nous d'abord à l'indicateur de stabilité politique pour les pays francophones côtiers de la CEDEAO. Cet indicateur *mesure la perception de la probabilité que le gouvernement soit déstabilisé ou renversé par des moyens inconstitutionnels ou violents, y compris la violence politique et le terrorisme* (Kaufmann et. al., 2010). Il faut noter que le niveau de stabilité politique de la région est en-dessous de zéro et se stabilise à -0.5. Comme indiqué plus haut, l'indicateur prend les valeurs allant de -2.5 à 2.5. Ainsi, pour une

valeur régionale de -0.5, on pourrait dire que la stabilité politique n'est pas de mise dans la région même si cette dernière n'est pas encore dramatique (voir Figure 1 ci-dessous).

Dans la zone des pays francophones côtiers de la CEDEAO, seul un pays se distingue positivement avec un niveau de stabilité politique supérieur à zéro même si ce dernier est en baisse depuis 1996. Il s'agit du Bénin suivi du Sénégal qui a un niveau de stabilité politique supérieur à celui de la région même s'il est en-dessous de zéro. Ce pays fait donc mieux que les autres pays de la zone et il est à encourager. Ensuite vient le Togo qui après une détérioration de l'environnement politique en 2005 s'est ressaisi en 2006 et depuis fait des efforts pour maîtriser la paix sociale. La Côte d'Ivoire et la Guinée sont les deux pays francophones côtiers qui ont souffert de l'instabilité politique depuis 1996. Cela se perçoit aisément sur la figure 1 car ils sont non seulement en-dessous de la moyenne régionale sur toute la période de 1996 à 2011, mais ces deux pays ont atteint par moment des niveaux d'indicateur en dessous de -2 traduisant une très grande instabilité politique.

**Figure 1.** Evolution de l'indicateur de stabilité politique dans les pays francophones côtiers de la CEDEAO de 1996 à 2011

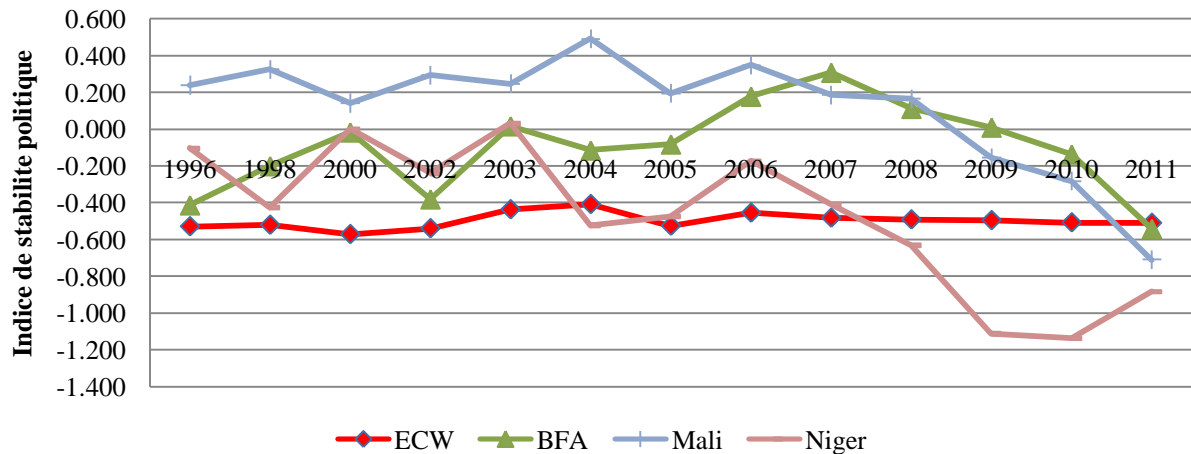


**Source:** Les données proviennent des indicateurs de développement de la Banque Mondiale 2012

Tournons-nous vers les pays de l'hinterland. Ces pays, à savoir le Burkina Faso, le Mali et le Niger ont connu un niveau de stabilité politique meilleur que celui de la région. Pour le Niger, cela n'est vrai que jusqu'en 2007. En effet, à partir de cette année, le pays plonge dans une période de trouble politique illustrée sur la figure 2 par une baisse drastique de l'indicateur de stabilité politique. Il faut dire que les troubles s'étaient déjà signalées en 2004. A la suite des efforts déployés par la région et aussi de la volonté nationale l'indicateur s'est stabilisé dans le voisinage de -1.2 en 2009 et 2010 avant de s'améliorer légèrement en 2011 pour atteindre -0.8. Pour les deux autres pays de l'hinterland à savoir le Burkina Faso et le Mali, quoique le niveau de leur indicateur de stabilité politique respectif soit au-dessus de la moyenne régionale, il est bon de noter certaine spécificité. En effet, le Burkina Faso a enregistré une amélioration régulière de son indicateur de stabilité politique depuis 1996 qui a atteint son point culminant en 2007.

Depuis 2007, on note une recrudescence de l'instabilité politique comme l'indique la Figure 2 ci-dessous. Pour ce qui concerne le Mali, l'indicateur de stabilité politique est resté supérieur à celui des deux autre pays jusqu'en 2006. L'instabilité politique s'installe dans le pays à partir de cette année et s'amplifie d'année en année jusqu'à ce qu'en 2011 cette instabilité conduise à un

**Figure 2.** Evolution de l'indicateur de stabilité politique dans les pays francophones de l'hinterland de la CEDEAO de 1996 à 2011

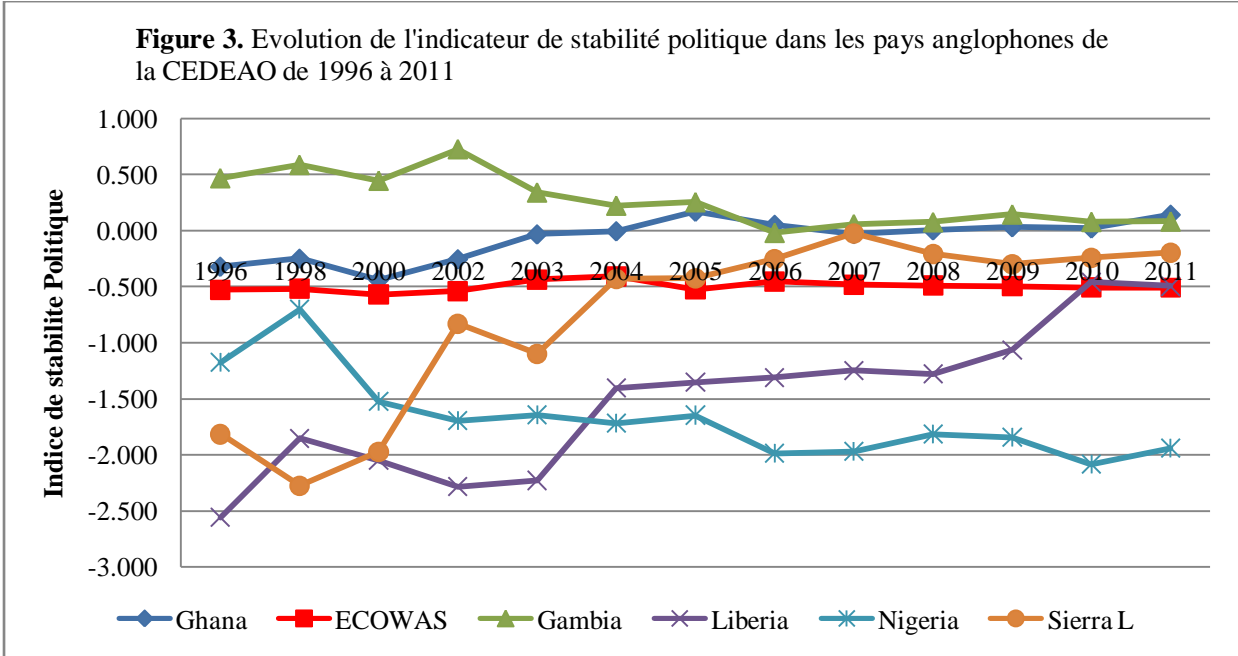


**Source:** Les données proviennent des indicateurs de développement de la Banque Mondiale 2012

changement inconstitutionnel du régime au pouvoir. En s'attardant un peu sur le cas du Burkina Faso, il est bon d'attirer l'attention des autorités communautaire sur la similarité de la trajectoire de l'indicateur de stabilité politique à celle du Mali en 2007, même si pour le moment la situation au Burkina Faso semble être sous contrôle.

Après les pays francophones, intéressons-nous aux pays anglophones. Ce sont la Gambie, le Ghana, le Liberia, le Nigeria et la Sierra Leone (voir Figure 3). Dans ce monde anglophone, seuls le Ghana et la Gambie ont enregistré un niveau de stabilité politique supérieur à la moyenne régionale même si au niveau de la Gambie, cet indicateur a enregistré une baisse sur la période 2002-2006. Ces deux pays sont suivis par la Sierra Leone qui a réalisé d'énorme progrès depuis la fin de la guerre civile qui a ébranlé les institutions du pays. Le Libéria a connu une évolution similaire mais moins prononcée.

En effet, malgré les efforts engagés pour maintenir la paix sociale, on constate que les avancées quoiqu'importantes tardent à donner les résultats escomptés. L'indicateur de stabilité politique de ce pays demeure en-dessous de la moyenne régionale. L'autre pays où le niveau de stabilité politique est en-dessous du niveau régional est le Nigeria. En effet, depuis 1998 le niveau de stabilité politique dans ce pays n'a cessé de se



**Source:** Les données proviennent des indicateurs de développement de la Banque Mondiale 2012

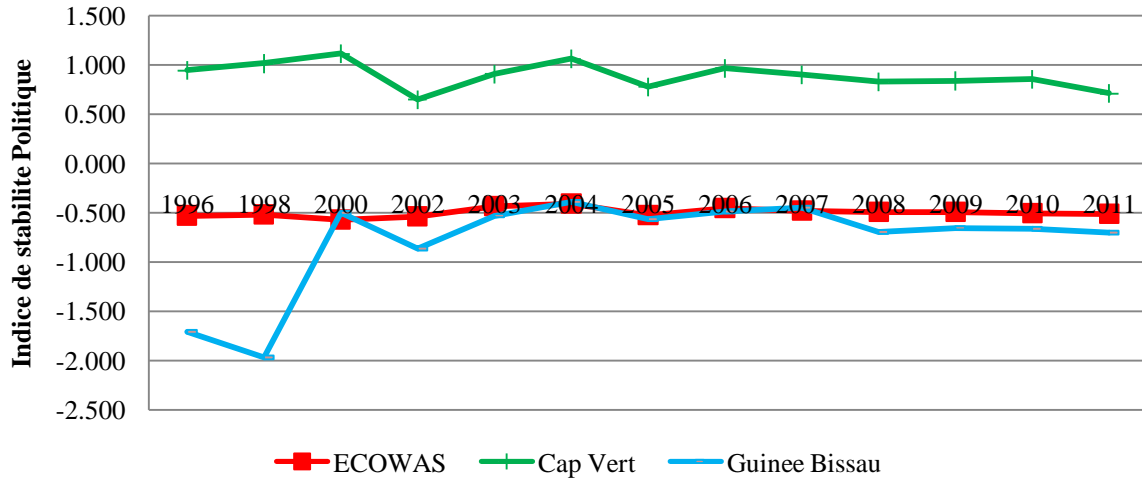


dégrader. Cette situation doit attirer l'attention des autorités communautaire et les amener à plus de vigilance à l'endroit de ce pays en raison non seulement de son poids économique et politique mais aussi et surtout du rôle stabilisateur qu'il joue dans la région.

Tournons-nous maintenant vers les pays lusophones (voir Figure 4). Ils sont au nombre de deux. Il s'agit du Cap Vert et de la Guinée Bissau. Ces deux pays ont connus des fortunes diverses en matière de stabilité politique. Le Cap Vert a enregistré sur la période d'analyse un niveau de stabilité politique supérieur à la moyenne régionale tandis qu'en Guinée Bissau, le niveau de la stabilité politique est demeuré en-deçà du niveau régional. Tous les deux pays enregistrent depuis 2006 pour le Cap Vert et 2007 pour la Guinée Bissau, une détérioration de l'environnement politique. En effet, la Guinée Bissau a connu un ensemble de troubles politiques depuis le décès de son président.

Au total, il faut noter qu'en ce qui concerne la stabilité politique dans la région CEDEAO, la situation n'est pas très reluisante même si elle n'est pas alarmante non plus. Toutefois il faut reconnaître que des efforts sont faits non seulement au niveau de chaque pays mais aussi au niveau régional pour contenir les velléités de troubles politiques. Sept pays sur les quinze que compte la région

**Figure 4.** Evolution de l'indicateur de stabilité politique dans les pays lusophones de la CEDEAO de 1996 à 2011



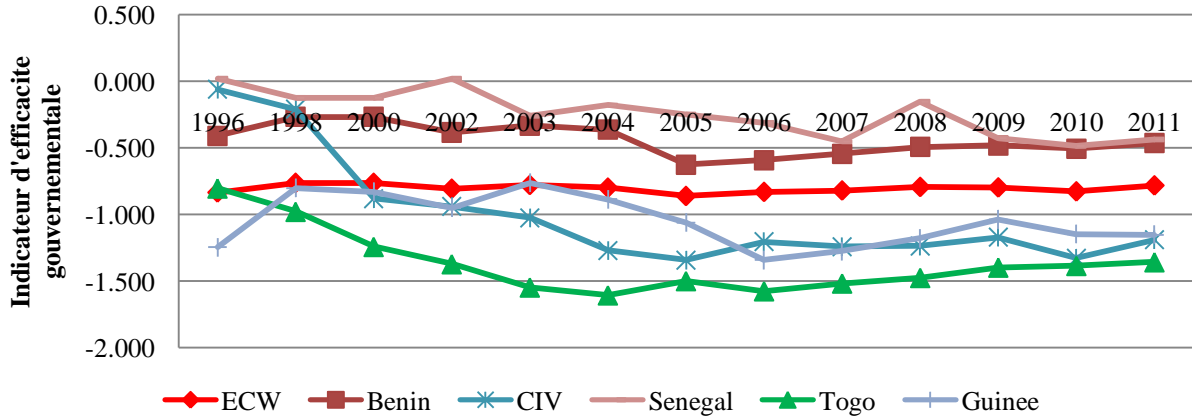
**Source:** Les données proviennent des indicateurs de développement de la Banque Mondiale 2012.

se distinguent avec un niveau de stabilité politique supérieur à la moyenne régionale, tandis que six ont un niveau de stabilité politique inférieur à cette moyenne. Il faut aussi noter que dans le cas du Niger, la détérioration de la stabilité politique s'est accentuée à partir de 2006. Deux pays, à savoir la Sierra Leone et le Togo (surtout la Sierra Leone) sont passés d'un niveau de stabilité politique inférieur à la moyenne régionale à un niveau de stabilité supérieur à celui de la région à partir de 2004 pour la Sierra Leone et 2006 pour le Togo. Il importe d'attirer l'attention des autorités de la Communauté sur les cas spécifiques du Burkina Faso et du Nigeria où on observe une dégradation inquiétante de l'indicateur de stabilité politique.

Le second indicateur de gouvernance sur lequel nous nous sommes penchés est celui de l'efficacité de l'action gouvernementale. Cet indicateur mesure *la perception de la qualité des services publics, la qualité de la fonction publique et le degré de son indépendance par rapport aux pressions politiques, la qualité de la formulation et la mise en œuvre des politiques et la crédibilité de l'engagement du gouvernement à ces politiques* (Kaufmann, 2010). Pour cet indicateur, nous avons retenu la même division zonale que précédemment. La moyenne régionale de cet indicateur oscille entre -0.6 et -0.9 sur la période d'étude et dépeint une situation très mitigée qu'on pourrait même qualifier de critique. En

effet, comme signalé précédemment, cet indicateur varie entre -2.5 et 2.5. Ainsi, un niveau d'efficacité qui se situe à zéro pourrait signifier que l'action gouvernementale est à la limite de l'inefficacité. C'est le cas de la région d'un point de vue global. En observant les différentes Figures (5 à 8), on note qu'à l'exception du Cap Vert, tous les pays de la Communauté ont enregistré un niveau d'efficacité gouvernementale en-dessous de zéro. Cette situation s'avère critique et inquiétante pour une communauté qui aspire à une amélioration du bien-être de ses populations car elle indique un manque de confiance dans les autorités dirigeantes. Ceci pourrait expliquer le niveau d'instabilité politique enregistré dans la région. Il faut aussi noter que l'inefficacité de l'action gouvernementale observée n'est pas le fait d'une zone particulière. Elle est observée dans toute la communauté, ce qui serait symptomatique d'une situation délétère générale à laquelle il importe qu'on y prête une attention spéciale.

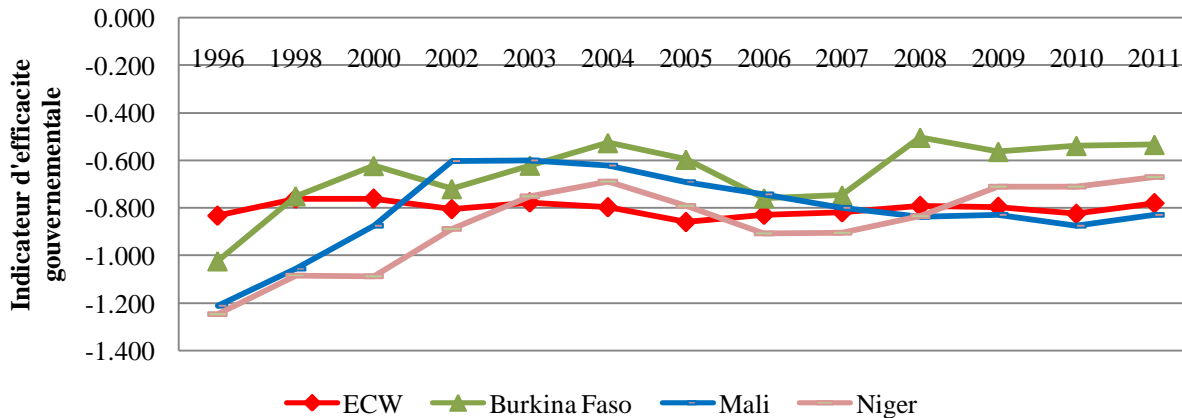
**Figure 5.** Evolution de l'indicateur d'efficacité de l'action gouvernementale dans les pays francophones côtiers de la CEDEAO de 1996 à 2011



**Source:** Les données proviennent des indicateurs de développement de la Banque Mondiale 2012.

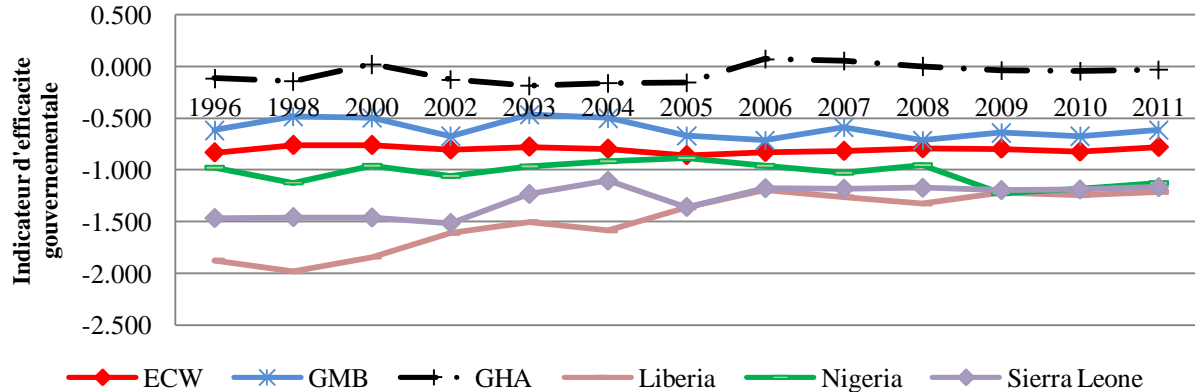


**Figure 6.** Evolution de l'indicateur d'efficacité de l'action gouvernementale dans les pays francophones de l'arrière-pays de la CEDEAO de 1996 à 2011



**Source:** Les données proviennent des indicateurs de développement de la Banque Mondiale 2012.

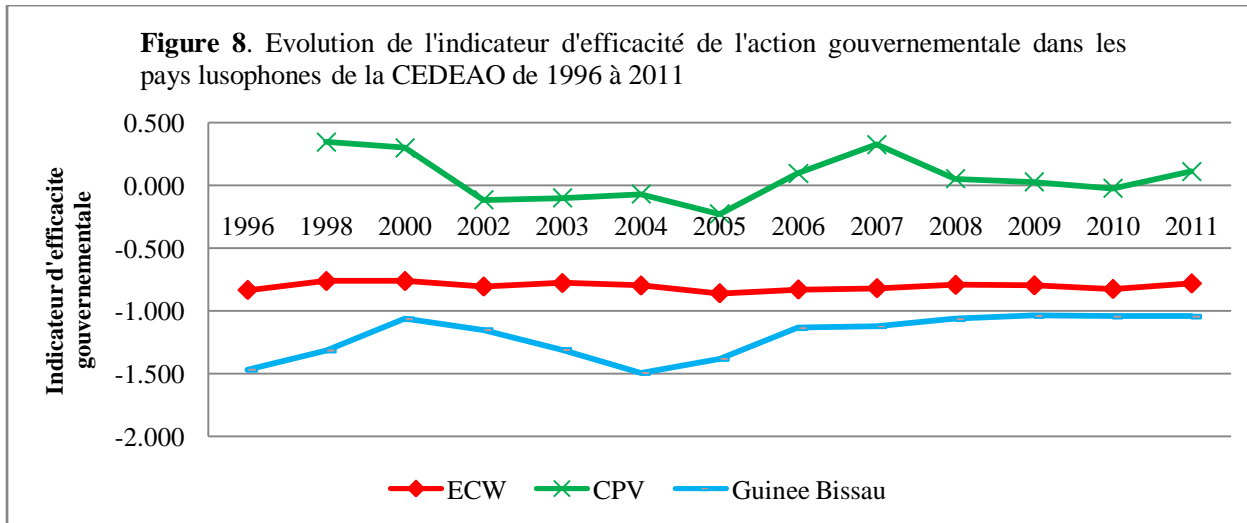
**Figure 7.** Evolution de l'indicateur d'efficacité de l'action gouvernementale dans les pays anglophones de la CEDEAO de 1996 à 2011



**Source:** Les données proviennent des indicateurs de développement de la Banque Mondiale 2012.







**Source:** Les données proviennent des indicateurs de développement de la Banque Mondiale 2012.

### **3. Les récents conflits dans la CEDEAO**

La région a été le théâtre d'un ensemble de conflits et de troubles socio-politico militaires allant parfois jusqu'à la guerre civile et à la remise en cause totale des institutions. Le décompte des récents conflits dans la région indique que cette dernière a enregistré des conflits dans huit des quinze Etats membres de la communauté soit 53%. Il s'agit du Burkina Faso, de la Cote d'Ivoire, de la Guinée, de la Guinée Bissau, du Niger, du Nigéria et du Sénégal.

*Au niveau du Burkina Faso, ce sont des manifestations populaires et des mutineries militaires qui ont troublé la quiétude des populations en 2011. En effet, ces troubles à l'ordre public ce sont traduits par des violences, des pillages et des attaques contre les symboles de l'Etat et du pouvoir<sup>1</sup>. Avec beaucoup de tact et de diplomatie, ces troubles ont été maîtrisés et la quiétude est revenue au pays des hommes intègres.*

*La Côte d'Ivoire, a quand à elle connu en 2002 un conflit armé qui malgré les efforts de la région et de la communauté internationale s'est mue en guerre civile sans précédent en 2011 faisant plus de 3000 morts. Depuis la fin de la guerre civile qui s'est soldé par l'arrestation de l'ancien président, le pays a amorcé une*

---

<sup>1</sup><http://www.izf.net/pages/actualite-politique-et-economique-du-burkina-faso/3172/>

phase de stabilisation politique. Les récents développements politiques dans ce pays sont une indication de la précarité de la stabilité politique et la nécessité d'une action concertée au niveau régional pour annihiler toutes les actions de déstabilisation.

*La Guinée* est entrée quant à elle dans une phase d'incertitude politique à la mort de son chef d'Etat en décembre 2008. En effet, au lendemain de ce décès, les militaires se sont accaparés du pouvoir et ont suspendu la constitution du pays. Après le massacre du 28 septembre 2009, le Chef de la junte échappa à un assassinat et est évacué hors du pays ouvrant ainsi la voie d'une transition qui conduira le pays à l'élection du nouveau président de la république le 15 novembre 2010. Malgré cette élection qui devrait traduire la volonté du peuple guinéen de laisser derrière lui les méthodes non-orthodoxes d'accès au pouvoir d'Etat, le nouveau président est l'objet d'une tentative d'assassinat le 19 juillet 2011 en sa résidence par un commando d'une soixantaine de militaires. Ces troubles n'ont toutefois pas ébranlé le pays dans sa quête de stabilité pour mieux affronter les défis du développement.

*La Guinée Bissau* a une histoire, quoique récente, qui est jalonnée par la violence militaire depuis son indépendance en 1974. En effet, après le dernier coup

d'Etat en 2009, les militaires avaient rendu le pouvoir aux civils et signé un accord pour la mise en place d'une autorité de transition pour conduire le pays aux élections générales en 2012. Malgré ces engagements et l'organisation du premier tour des élections en mars 2012 qui devaient ouvrir la voie à la stabilité politique et partant à une reconstruction économique, quelle ne fut la surprise de la région d'observer une résurgence des tentatives de coup d'Etat. En effet, le premier est survenu en avril 2012 c'est-à-dire juste après que le pays est achevé le premier tour de l'élection présidentielle.

Six mois après ce coup d'état c'est-à-dire en octobre 2012, c'est une autre tentative de coup d'Etat qui vient secouer la tranquillité du peuple Bissau-guinéen. Heureusement, c'est selon, cette tentative de prise de pouvoir de manière inconstitutionnelle n'a pas prospéré<sup>2</sup>. *Le Mali*, après plusieurs décennies de stabilité politique est venu s'inscrire dans le groupe pas très envieux des pays instable le 22 mars 2012 à la faveur d'un coup d'Etat qui malgré les explications données ont du mal à convaincre le commun des citoyen de la communauté ouest africaine d'autant plus qu'il se passe à un mois des élections générales auxquelles le président sortant

---

<sup>2</sup><http://www.izf.net/pages/actualite-politique-et-economique-de-la-guinee-bissau/15992/>

n'avait pas l'ambition d'y prendre part. Ce coup d'Etat a d'abord commencé comme une mutinerie pour protester contre la mort de 70 militaires dans le nord du pays. En effet, les trois régions du nord Mali à savoir, Tombouctou, Gao et Kidal ont été envahi par des groupes armés à savoir : les rebelles du MNLA (Mouvement National de Libération de l'Azawad), des djihadistes du groupe Ansar-dine et d'Al-Quaida au Maghreb Islamique (AQMI) divisant le pays en deux. Les putschistes reprochaient à l'ancien Président, son incapacité à gérer la crise. Malheureusement, depuis le coup d'Etat, les militaires n'ont pas fait mieux car incapables de reconquérir les régions envahies. Ces derniers semblent même se plaire dans cette division de fait de leur pays dans la mesure où ils n'ont lancé aucune action en faveur de la reconquête du nord de leur pays. Pire encore, ils s'opposeraient à l'envoi d'une force internationale pour les aider à restaurer l'intégrité du Mali.

*Le Niger* serait un exemple de stabilité n'eut été la parenthèse malheureuse du 18 février 2010. En effet, en dépit d'une situation sociale difficile, ce pays a joui d'une certaine stabilité politique de 1999 à 2009. Cette période a vu la mise en place d'institutions clés et l'animation d'un débat public entre le pouvoir et l'opposition. Malheureusement au terme de ses deux mandats et en dépit de la limitation des mandats à deux, fixée par la constitution, le président en exercice décide

de se prolonger au pouvoir en organisant un referendum en 2009 pour supprimer la limitation de mandats entre autres réformes. Cet embrigadement de la démocratie n'a pas été du gout des militaires qui ont renversé le régime en février 2010 et mis en place progressivement des institutions de transition pour conduire les élections générales (locales, législatives et présidentielles). Ces élections se sont déroulées au début de l'année 2011, couronnée par l'élection du président le 12 mars 2011 et son investiture le 07 avril 2011 ouvrant ainsi la voie à un nouveau contrat de stabilité politique dans le pays. Malgré cette avancée importante, il faut relever que la rébellion armée du Mali voisin exerce une pression sur le Niger qui en plus de recevoir les réfugiés de son voisin, doit veiller à sa propre sécurité qui peut être mise à mal par les groupes rebelles qui occupent le nord Mali.

*Le Nigeria*, en raison de la multitude de groupes ethnolinguistiques, a été et continue d'être confrontée à des tensions sectaires et des violences. En effet, après de longues années de gouvernance militaire, une nouvelle constitution a été adoptée en 1999, et une transition pacifique vers un gouvernement civil a été achevée. Bien que les élections présidentielles de 2003 et 2007 aient été entachées dans une certaine mesure de violence, le Nigeria connaît actuellement sa plus longue période de régime civil depuis l'indépendance. En effet, les élections générales d'Avril 2007 ont marqué le premier

transfert de pouvoir de civil à civil dans l'histoire du pays. Malgré ces avancées, le pays demeure en proie à des troubles et violences sectaires. C'est le cas de la région pétrolière du Delta du Niger, où les forces étatiques et civils emploient diverses méthodes de coercition de la prise et du contrôle des ressources pétrolières. Malgré les efforts déployés par les autorités nigérianes les violences persistent. Ainsi, en 2002, l'élection de la Miss Monde a été déplacée d'Abuja à Londres à la suite de violentes manifestations dans la partie nord du pays qui a fait plus de 100 morts et plus de 500 blessés. En 2010, ce sont plus de 500 personnes qui ont été tuées par la violence religieuse dans une ville dénommée Jos. A côté de ces violences religieuses il faut ajouter la violence sectaire par Boko Haram un mouvement islamiste qui cherche à abolir le système laïque de gouvernement et établir la charia dans l'ensemble du pays.

*Le Sénégal* est l'un des pays les plus stables politiquement de la région ouest africaine. En effet, malgré les quelques troubles observés à l'orée de l'organisation des élections générales en 2012, troubles occasionnés par les tentatives de l'ancien président de se prolonger au pouvoir par une manipulation de la constitution du pays d'abord en le 23 juin 2011 (baptisé le M23), puis en Janvier 2012, le pays a su faire preuve de maturité politique. En effet, dès la publication des premiers résultats, le président sortant a reconnu sa



défaite et félicité son adversaire<sup>3</sup>. Cette évolution positive récente au Sénégal ne devrait pas occulter la situation qui prévaut en Casamance ou des accrochages continuent d'avoir lieu entre les Forces Armées du Sénégal et les indépendantistescasamançais.

#### **4. Les interventions de la CEDEAO pour le maintien de la paix et de la sécurité**

La CEDEAO est plus visible pour ses actions dans le domaine de la paix et de la sécurité que pour ses succès économiques. Elle a, à son actif plusieurs interventions en particulier au Libéria, en Sierra Leone, et plus récemment en Côte d'Ivoire, au Togo, au Niger, en Guinée, et présentement en Guinée-Bissau et au Mali. Ces interventions ont fortement contribué à asseoir sa crédibilité au niveau international. Pour mener à bien ses interventions, la CEDEAO a élaboré un cadre de prévention des conflits. Ce cadre, défini dans le Protocole initial de décembre 1999<sup>4</sup> complété et amendé par le Protocole additionnel de décembre 2001<sup>5</sup> a permis

---

<sup>3</sup><http://www.izf.net/pages/actualite-politique-et-economique-du-senegal/15992/>

<sup>4</sup>Protocole A/P1/12/00 relatif au mécanisme de prévention, de gestion, de règlement des conflits, de maintien de la paix et de la sécurité de la CEDEAO.

<sup>5</sup>Protocole A/SP1/12/01 sur la Démocratie et la Bonne Gouvernance, additionnel au Protocole relatif au mécanisme de prévention, de gestion, de règlement des conflits, de maintien de la paix et de sécurité de la CEDEAO.

à la CEDEAO de légitimer et de structurer davantage ses interventions dans les crises politiques émergentes ou déclarées dans les pays membres. Ceci lui a permis de pouvoir se prononcer sur la qualité des processus électoraux dans un certain nombre de pays membres ainsi que sur les modes anticonstitutionnels d'accès au pouvoir. C'est fort de cela que la CEDEAO est intervenu dans la situation du Togo au lendemain du décès du président Gnassingbé Eyadema (2005) ; dans la crise armée en Côte d'Ivoire (septembre 2002), dans la guerre civile au Liberia avant l'exil de Charles Taylor en août 2003 ; dans la poursuite de la stabilisation de la Sierra Leone, dans la situation politique et économique de la Guinée et dans les élections de 2005 en Guinée-Bissau.

Le Mécanisme de prévention, de gestion et de règlement des conflits instauré par le Protocole de 1999 de l'organisation communautaire énonce ses principaux objectifs qui sont :

- La prévention, la gestion et le règlement des conflits internes ;
- Le renforcement de la coopération dans les domaines de la prévention des conflits, de l'alerte précoce, des opérations de maintien de la paix, de la lutte contre la criminalité transfrontalière, le terrorisme international, la prolifération des armes légères, et les mines antipersonnel ;

- Le maintien et la consolidation de la paix, de la sécurité et de la stabilité au sein de la Communauté;
- La création d'institutions et la mise en œuvre de politiques appropriées pouvant permettre la coordination des missions humanitaires et de sauvetage.

Ce Mécanisme est régi par un système institutionnel à trois niveaux à savoir : i) La Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement des États membres ; ii) Le Conseil de Médiation et de Sécurité composé de 9 États membres dont 7 sont élus régulièrement par la Conférence pour deux ans renouvelables et iii) La présidence de la Commission de la CEDEAO.

La Conférence délègue au Conseil de Médiation et de Sécurité le pouvoir de prendre des décisions en son nom pour la mise en œuvre du mécanisme.

Le Conseil de médiation et de sécurité est assisté techniquement par: i) Une Commission de Défense et de Sécurité; ii) Un Conseil des Sages; et iii) Un Groupe de Contrôle du Cessez-le-feu de la CEDEAO (ECOMOG) qui est devenu la Brigade en attente dans le cadre de l'architecture en attente

Ce mécanisme a été complété par un système d'alerte précoce pour la prévention des conflits structuré autour d'un Centre d'Observation et de suivi (basé au

siège de la CEDEAO) représenté et relayé sur le terrain par des bureaux implantés dans les quatre zones se répartissant la couverture de l'espace sécuritaire de la CEDEAO.

L'ensemble du mécanisme de la CEDEAO est mis en œuvre dans des conditions détaillées par le Protocole de 1999.<sup>6</sup>

En outre, dans le cadre de la mise en œuvre du protocole sur la gouvernance et la démocratie, la Commission a envoyé plusieurs missions d'observation d'élection dans les différents pays de la région où des élections ont eu lieu. Ainsi, en Aout 2011, une mission d'observation dirigée par Monsieur David Adenze Kangah, Vice-président de la Commission Electorale du Ghana, s'est rendu au Cap Vert afin de s'assurer du bon déroulement du processus électoral dans ce pays.

Le 11 Octobre 2011 une mission de la CEDEAO a supervisé les élections du Liberia puis celle de la Cote d'Ivoire en Décembre de la même année. En 2012, la CEDEAO a envoyé des missions d'observation au Sénégal (26 Février) et en Guinée Bissau (18 Mars). La CEDEAO continue d'être active dans la sphère politique

---

<sup>6</sup>[http://www.ieps-cipsao.org/index.php?option=com\\_content&view=article&id=102:prix-et-securite-en-afrique-de-louest-la-cedeao-a-l-epreuve-des-attentes-regionales&catid=47:actualites&Itemid=64#\\_ftn8](http://www.ieps-cipsao.org/index.php?option=com_content&view=article&id=102:prix-et-securite-en-afrique-de-louest-la-cedeao-a-l-epreuve-des-attentes-regionales&catid=47:actualites&Itemid=64#_ftn8)

pour assurer un environnement politique apaisé comme condition nécessaire à la mise en œuvre des politiques de développement car sans stabilité politique il ne peut y avoir de véritable développement.

## **5. Impact des conflits et de l'instabilité sur les efforts de croissance économique et d'intégration**

### ***5.1 L'impact de la stabilité politique sur l'intégration régionale***

L'instabilité politique mine les efforts d'intégration régionale. En effet, les exemples sont légions. L'histoire récente de la région nous en donne les preuves. Les troubles en Côte d'Ivoire qui ont éclaté en 2002 ont rendu les transactions entre ce pays et ses voisins très difficiles et coûteux. La destination Côte d'Ivoire était devenue une destination à risque empêchant ainsi la libre circulation des biens et des personnes l'un des piliers de l'intégration régionale tel qu'énoncé dans le traité révisé de la charte de la CEDEAO. La crise en Côte d'Ivoire a amené son voisin de l'ouest (le Libéria) à fermer ses frontières. Même s'il n'y a pas trop de transactions entre la Côte d'Ivoire et le Libéria, la fermeture de la frontière entre ces deux pays est un frein à l'intégration régionale. Après le Libéria, ce fut le tour du voisin de l'Est (le Ghana). Cette fois, c'est la Côte d'Ivoire qui prend la décision de fermer sa frontière avec le Ghana en raison d'attaques des villes frontalières par des assaillants

supposés venus du Ghana voisin. L'impact d'une telle décision en attendant qu'il soit objectivement évalué pourrait certainement se chiffrer en million de dollars sans oublier son corollaire de désagréments en raison de l'importance des échanges qui s'opèrent sur ce tronçon du corridor international Abidjan-Lagos.

La crise du Mali a, elle aussi, mit à mal le commerce entre ce pays et le Sénégal voisin et dans une certaine mesure le Niger. En effet, le Mali est le premier client du Sénégal au niveau de la CEDEAO en termes de destination des exportations. A la fin Avril 2012, les exportations du Sénégal vers le Mali avait chuté laissant la première place au Ghana (Diallo, 2012).

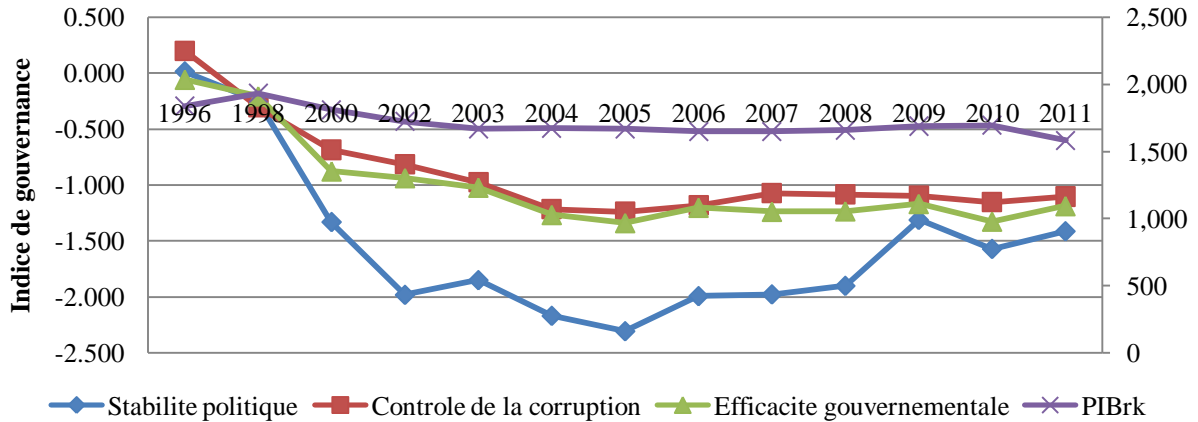
Ces deux exemples illustrent bien l'impact négatif de l'instabilité politique sur l'intégration régionale. En dehors des aspects commerciaux, il ne faut pas négliger la tendance des populations des pays frapper par les crises à incriminer à tort ou à raison (c'est selon) les ressortissants des autres pays. Nous avons encore en mémoire la décision du Nigeria d'expulser les Ghanéens vivant au Nigeria. Il importe par conséquent de veiller à minimiser les conflits et autres troubles afin de mener à bien les efforts d'intégration régionale.

## ***5.2 L'impact de la stabilité politique sur les efforts de croissance économique***

La Banque Mondiale dans son rapport sur le développement de 2011 établit une corrélation positive entre la stabilité politique et la performance économique des pays. Cette corrélation est-elle vérifiée pour tous les pays? Et en particulier, est-elle vérifiée pour les pays de la région ouest africaine? Pour y répondre, nous avons utilisé une analyse graphique pour dépendre d'un côté l'évolution des indicateurs de gouvernance à savoir la stabilité politique, l'efficacité de l'action gouvernementale et le contrôle de la corruption et de l'autre côté, l'indicateur de performance économique à savoir le produit intérieur brute par habitant (PIB) évalué en parité de pouvoir d'achat (PPP).

Pour cette analyse, nous avons considéré les quatre grandes économies de la région qui sont la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Nigeria et le Sénégal. La situation de la Côte d'Ivoire est représentée par la Figure 9 ci-dessous. On observe que tous les indicateurs de gouvernance se situent dans la zone négative (en dessous de zéro) avec une pente négative. La pente de la stabilité politique se relève un peu mais elle demeure dans le voisinage de -1.5 indiquant une instabilité politique dans le pays. Sur la même période, on constate aussi une baisse du PIB de la Côte d'Ivoire. Cette évolution parallèle confirme la corrélation positive entre la performance économique et la stabilité politique en Côte-d'Ivoire.

**Figure 9.** Evolution des indicateurs de stabilité politique, contrôle de la corruption, l'efficacité gouvernementale et la croissance économique en Côte d'Ivoire de 1996 à 2011



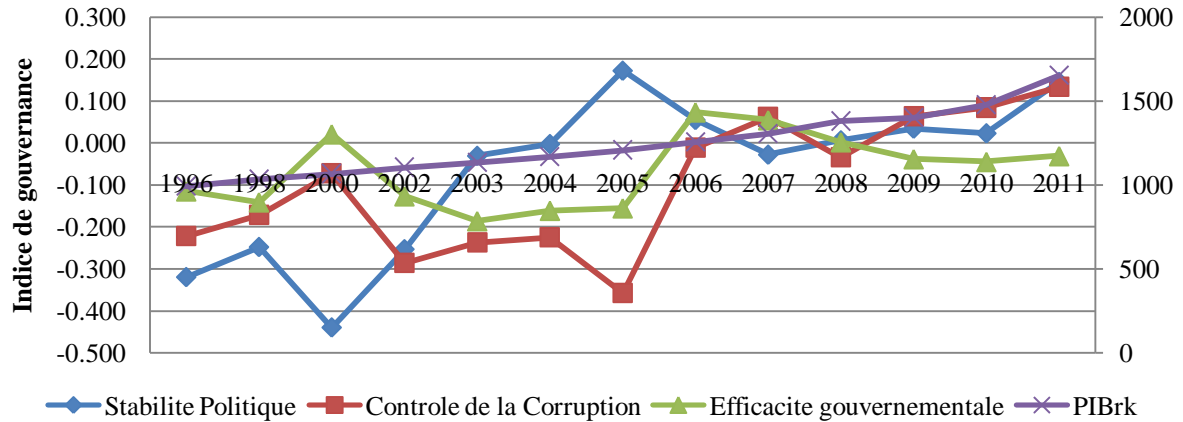
**Source:** Les données proviennent des indicateurs de développement de la Banque Mondiale 2012.



Contrairement à la situation en Côte d'Ivoire, le Ghana (Figure 10) enregistre une évolution positive de ses indicateurs de gouvernance que sont la stabilité politique et le contrôle de la corruption parallèle à une évolution positive de son PIB. Ceci indique sans aucun doute les bienfaits des efforts conjugués pour améliorer ses indicateurs de gouvernance. L'évolution de ces indicateurs pour le Ghana confirme tout comme la Côte d'Ivoire la corrélation positive entre la stabilité politique et la performance économique des pays.

La situation observée au Nigeria et au Sénégal (figures 11 et 12) sont un peu contraires aux deux cas précédents. En effet, au Nigeria comme au Sénégal, on enregistre sur la période d'analyse une évolution positive du PIB tandis que les indicateurs de stabilité politique se détériorent. Ceci pose le problème de la soutenabilité de la croissance économique. Il est clair que si la croissance économique ne repose pas sur des fondements solides, elle s'écroulera à la moindre tempête politique sérieuse. En effet, les troubles observés dans ces deux pays n'ont pas été de nature à mettre à mal les institutions. Il faudra donc veiller à fortifier ces institutions afin qu'elles demeurent résilientes aux turbulences politiques.

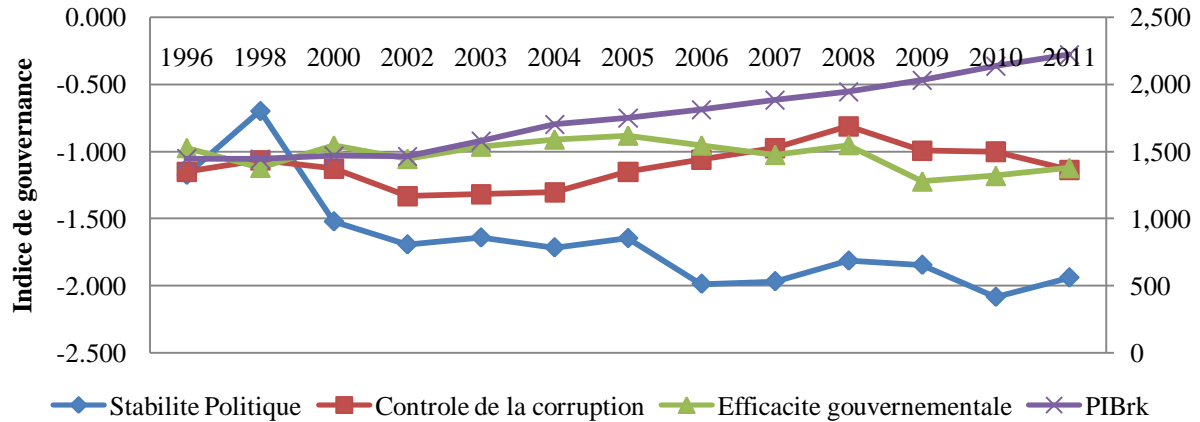
**Figure 10.** Evolution des indicateurs de stabilité politique, contrôle de la corruption, efficacité gouvernementale et croissance économique au Ghana de 1996 à 2011



**Source:** Les données proviennent des indicateurs de développement de la Banque Mondiale 2012.

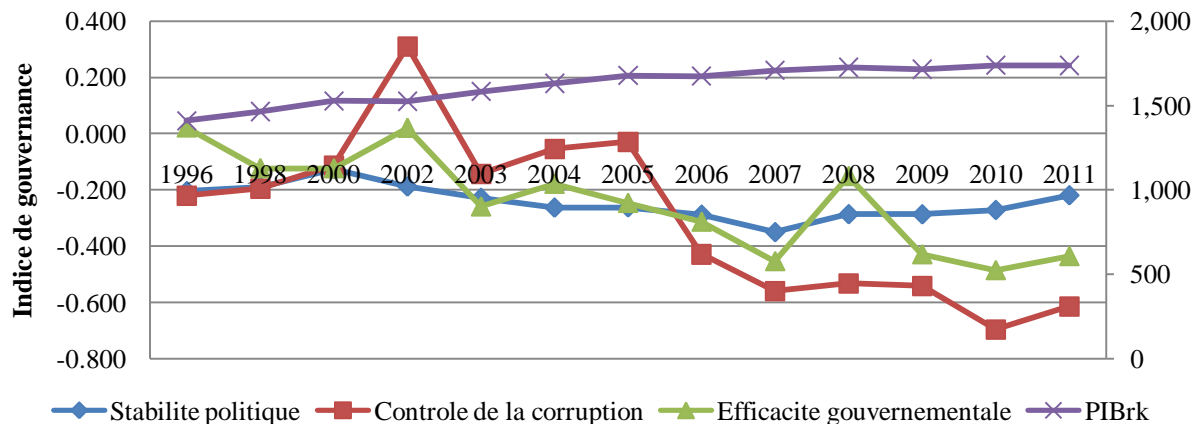


**Figure 11.** Evolution des indicateurs de stabilité politique, contrôle de la corruption, efficacité gouvernementale et croissance économique au Nigeria de 1996 à 2011



**Source:** Les données proviennent des indicateurs de développement de la Banque Mondiale 2012.

**Figure 12.** Evolution des indicateurs de stabilité politique, contrôle de la corruption, efficacité gouvernementale et croissance économique au Sénégal de 1996 à 2011



**Source:** Les données proviennent des indicateurs de développement de la Banque Mondiale 2012.

Au total, l'analyse graphique présentée ci-dessus donne un résultat mitigé de l'impact des conflits et de l'instabilité politique sur la performance économique de quelque pays de la région. D'abord, la stabilité politique doit se comprendre en terme de niveau ou de degré. Pour un pays comme la Cote d'Ivoire le niveau de stabilité politique est tombé très bas et proche même de la barre de -2.5. Le pays a même connu la guerre civile même si elle n'a pas duré. Par contre le Ghana a connu une amélioration constante de son niveau de stabilité politique même si par moment on a enregistré une baisse comme ce fut le cas entre 2005 et 2007. Pour ces deux pays, il y a une évolution parallèle de la stabilité politique et de la performance économique confirmant ainsi la corrélation positive postulée dans le rapport de la Banque Mondiale.

A l'opposé de ces deux pays on a le Nigeria et le Sénégal ou on observe une évolution opposée de ces indicateurs. Résultats qui vont donc à l'encontre de la logique conventionnelle. Il est important de souligner une fois encore que la stabilité politique s'apprécie en terme de degré. Ainsi, les troubles intervenus dans ces deux pays n'ont pas été de l'ampleur des troubles que la Cote d'Ivoire a connus. En d'autres termes, ces troubles ne sont pas capables de mettre en péril les institutions du pays. C'est ce qui pourrait expliquer cette évolution opposée. Il importe toutefois qu'une analyse plus approfondie avec une méthodologie plus complexe soit

utilisée pour une meilleure compréhension de la relation entre performance économique et indicateurs de gouvernance y compris la stabilité politique.

### **Les défis et perspectives de développement de la région**

La région ouest africaine aspire à un développement harmonieux pour le bien-être de ses populations. Cette aspiration légitime ne saurait se réaliser que si la région de façon courageuse, accepte de faire face aux différents défis qui plombent ses efforts de développement. Ces défis sont nombreux et aussi importants les uns que les autres d'où la nécessité d'une priorisation stratégique. Avant même d'aborder la priorisation, énumérons certains de ces défis auxquels la région est confrontée: i) la quasi inexistence d'infrastructures régionales pour faciliter la mobilité des biens et des personnes d'un pays à un autre à moindre cout. Les infrastructures régionales de transport constituent un moyen efficace d'intégration régionale et de compétitivité. En effet, on constate malheureusement qu'il est plus couteux de voyager à l'intérieur de la région et d'y faire transiter des marchandises que de voyager à l'extérieur ou de faire venir des marchandises de l'extérieurs de la région. Comment peut-on amorcer le développement de notre région s'il nous ait difficile de nous déplacer ou de déplacer les biens dans les zones où il a y une offre excédentaire vers les zones déficitaires à moindre cout ?

ii) le deuxième défi concerne la faible diversification de nos économies. Ce défi n'est pas nouveau toutefois il n'a pas encore eu l'attention qu'il mérite au niveau régional. En effet, les pays de la communauté produisent à quelques exceptions près les mêmes biens avec très peu ou pas de valeurs ajoutées. Dans ces conditions, il est difficile de faire du commerce. L'égoïsme nationaliste prenant le pas sur la logique économique empêche ainsi la formation de grands groupes régionaux à l'instar de l'industrie de l'aéronautique en Europe entre autre. La Communauté peut impulser une telle dynamique; iii) Le troisième défi est le chômage galopant de la jeunesse qui est une indication d'un système éducatif inadapté aux besoins de la région. Ce chômage des jeunes est une bombe à retardement qui si elle n'est pas désamorcée peut annihiler tous les efforts de développement entrepris. En effet, comme le dit si bien un adage populaire, « l'oisiveté est la mère de tous les vices », ces jeunes au chômage représentent un terreau fertile pour les activités de subversion. On ne devrait donc pas être surpris de la recrudescence de la violence et des conflits de toutes sortes dans notre région avec l'accroissement du chômage des jeunes.

Ce sont là quelques défis (quoique pas exhaustif) qui minent les efforts de développement consentis par chaque pays. Il importe qu'il y ait au niveau régional une priorisation stratégique de ces défis. Cette priorisation devrait tenir compte de la capacité du défi identifié à



impulser ou à déclencher le processus pour faire face aux autres défis.

## **Conclusion**

L'objectif de la présente contribution était de permettre une meilleure compréhension du binôme intégration régionale et stabilité politique en Afrique de l'ouest. Après avoir défini respectivement les concepts d'intégration régionale et de stabilité politique, nous nous sommes attelés à présenter les faits stylisés de la stabilité politique et d'autres indicateurs de gouvernances dans la région ouest africaine. Il ressort de cette présentation que quoique la situation ne soit pas très reluisante en matière de stabilité politique, elle n'est pas non plus alarmante. En effet, on note des efforts qui sont faits pour réduire l'instabilité dans les pays. Il importe toutefois d'attirer l'attention sur la situation du Burkina Faso où on note une détérioration de l'indicateur de stabilité politique. Le pays qui avait connu une évolution similaire, le Mali, est aujourd'hui en proie à une rébellion qui a divisé le pays en deux. Le second indicateur qui a été considéré est l'efficacité gouvernementale. Les résultats de l'analyse graphique indiquent un sérieux problème d'inefficacité des gouvernements à satisfaire leurs populations. Ceci est un signal à prendre au sérieux car c'est le cumul des insatisfactions qui à terme conduit à des soulèvements populaires qui met à mal la stabilité politique.

Le papier a aussi passé en revue les récents conflits de la région et les interventions de la CEDEAO pour le maintien de la paix et la supervision des processus électoraux. Cette présentation a été suivie d'une brève analyse de l'impact de la stabilité politique sur l'intégration régionale et sur la croissance économique. Il ressort de cette analyse que l'instabilité politique ne favorise pas l'intégration économique et que plus elle est, lorsqu'elle atteint un niveau élevé, elle peut agir négativement sur les performances économiques des pays.

Le papier a enfin identifié un ensemble de défis qui minent le développement de la région. Il s'agit entre autres de la quasi inexistence d'infrastructure régionale, de la faible diversification des économies de la région et le chômage des jeunes. Nous proposons qu'une priorisation stratégique soit faite pour identifier le défi dont le relèvement sera un élément catalyseur pour impulser ou faciliter le relèvement des autres défis et partant, le développement socioéconomique de la région.

## Références bibliographique

- COM, 2008. Communication de la Commission au Conseil, au Parlement Européen, au Comité Économique et Social Européen et au Comité des Régions : Intégration régionale pour le développement des pays ACP, Commission des Communautés Européennes, Bruxelles.
- Diallo, Souleymane, 2012. Alerte à l'intégration : Rapport Pays du Sénégal, CEPOD (Juin).
- Kaufmann D., A. Kraay and M. Mastruzzi, 2004. Governance Matters III: Governance Indicators for 1996, 1998, 2000 and 2002. *The World Bank Economic Review* Vol.18 No. 2 pp 253-287.
- Kaufmann D. and A. Kraay, 2008. Governance Indicators: Where are we, Where should we be Going? *The World Bank Research Observer*. Vol. 23 No.1 (Spring);
- Kaufmann D., A. Kraay and M. Mastruzzi, 2009. Governance Matters VIII: Aggregate and Individual Governance Indicators 1996-2008. *World Bank Policy Research Working Paper* No. 4978.
- Kaufmann D., A. Kraay and M. Mastruzzi, 2010. The Worldwide Governance Indicators: Methodology and Analytical Issues. *World Bank Policy Research Working Paper* No. 5430.
- N'Zué Felix Fofana, 2011. Economic Freedom and Economic Growth in ECOWAS: Does

- Colonization Heritage Matter? *African Integration Review*, Vol. 4 No. 1 (January);
- Paul Collier, 2007. *The Bottom Billion: Why the Poorest Countries are Failing and What Can Be Done About It*. Oxford University Press
- United Nations, 2007. *Public Governance Indicators: A Literature Review*, ST/ESA/PAD/SER.E/100. United Nations Publication. New York.
- UNDP, 2007. Governance Indicators: A User's Guide UNDP, available at [http://www.undp.org/oslocentre/flagship/governance\\_indicators\\_project.html](http://www.undp.org/oslocentre/flagship/governance_indicators_project.html)
- World Bank, 2007. *World Development Indicators*, Washington D.C.
- World Bank, 2011. *World Development Report*, Washington D.C.
- World Bank, 2012. *World Development Indicators*, Washington D.C.